

PERSONNEL DU PREMIER MINISTRE
BUREAU DU PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

*INFORMATIONS ET: SOCIÉTÉ AVEC: COMMUNICATION DÉPARTEMENT DE
L'INFORMATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES*

:

PRESSE MESSAGE
COMMUNIQUÉ DE PRESSE:

Mercredi 1er mai 20 24

Entretien du Premier ministre Nikol Pashinyan avec Petros Ghazaryan

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé une interview à la télévision publique le 1er mai. Vous trouverez ci-dessous la transcription complète de l'entretien.

Petros Ghazaryan - Bonsoir, chers téléspectateurs, nous continuons à suivre les événements les plus importants. Aujourd'hui, nous nous entretiendrons avec le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan. Bonsoir M. Pashinyan, merci d'avoir accepté notre invitation.

Passons tout de suite aux enjeux qui troublent la société depuis ces deux ou trois semaines. Monsieur le Premier ministre, se référant à l'affirmation des autorités selon laquelle la frontière entre l'Arménie soviétique et l'Azerbaïdjan n'est pas tracée, mais reproduite, l'opposition affirme que l'Arménie ne dispose pas des protocoles approuvés par les députés du Conseil des ministres des Républiques soviétiques en 1988. Nous parlons de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Le député Tigran Abrahamyan, si je ne me trompe pas, a interrogé le comité de démarcation, le comité du cadastre, le ministère de la Défense, et ils ont répondu qu'un tel document n'existait pas, donc la question se pose : quelle est la base de cette démarcation ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, permettez-moi de dire que j'ai été informé de la déclaration du député et que j'ai pris des informations auprès du Comité du cadastre et d'autres organismes. Il n'est pas dit qu'avant cette enquête, le chef d'une autre faction parlementaire de la même faction a également mené une enquête et a demandé au Comité du Cadastre ou a demandé les papiers. La Commission du Cadastre lui a indiqué que le régime de confidentialité de ces documents est tel qu'ils ne peuvent être divulgués, mais ils ont invité le chef de la faction à prendre connaissance des documents auprès de la Commission du Cadastre. Plus tard, lorsque ces processus de démarcation ont été activés, si je ne me trompe pas, cette demande était en 2022, le ministère de la Défense, pour exercer ses fonctions, a demandé ces documents au Comité du Cadastre, et le Comité du Cadastre les a fournis à le ministère de la Défense, je suppose avec un degré plus élevé

Téléphone : (374 10) 52-87-12

Téléphone : (374 10) 52-87-12

Courriel mail: presse@gov.am :

Site Internet : www.gov.am

de confidentialité, et lorsqu'ils ont fait une deuxième demande au Comité du Cadastre, le Comité du Cadastre a simplement dit que nous n'avions pas ces documents.

Tous ces documents sont là, je me souviens qu'ils y énuméraient les documents, bien sûr, tous les documents sont là, ils sont à la disposition du gouvernement de la République d'Arménie et ils travaillent avec eux, d'ailleurs, pas un seul département, différents départements travaillent, ce sont des documents d'une certaine ampleur et il existe certaines manières de les traiter, et je suppose que des malentendus peuvent dépendre de ces modalités.

Mais je voudrais prêter attention à ce qui suit à propos de ce sujet : parfois, en raison de circonstances naturellement différentes, nous nous concentrons sur des endroits spécifiques et commençons à discuter en profondeur de ce qui s'est passé dans des endroits spécifiques, comment cela s'est produit, quand, etc. dans le processus de démarcation de la frontière, le problème du gouvernement de la République d'Arménie était d'introduire une telle formule qui garantirait non seulement la restauration de la frontière d'une partie distincte sur une base légitime, mais également tout le long de la frontière de la République d'Arménie. la république, ou plutôt l'Arménie-Azerbaïdjan.

Puis-je vous expliquer, parce que regardez, nous pouvons avoir différents documents pour différents endroits, différents groupes de documents, disons 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 emplacements pour documents, parce que vous connaissez les processus évidemment, c'était dans un pays, je veux dire l'Union soviétique, il y avait différents processus. Maintenant, nous devons adopter un principe, selon quel principe nous effectuons la démarcation, nous prenons les dossiers de ces différentes poches qui ont un lien légitime les uns avec les autres, pour ainsi dire, et avec ce lien légitime, nous ne suivons pas la logique du problème d'une section séparée semble, mais aussi avec notre logique, que nous pouvons exprimer la reproduction légitime de toute la longueur de notre frontière. En d'autres termes, c'est la raison pour laquelle certaines couches peuvent apparaître ici, y compris en termes de communication publique, de sorte que le gouvernement ait des contraintes pour répondre à la question, qu'est-il arrivé à cet arbre, qu'est-il arrivé à cette pierre, parce que cet arbre et cette pierre nous considérons beaucoup d'autres arbres et pierres dans la même chaîne, et il est important pour nous de créer une ligne de soutien légitime pour relier toutes ces pierres et arbres entre eux, une frontière, je veux dire, pour former une frontière autour de la République d'Arménie établie par le droit international légitime, ou plutôt de reproduire cette frontière.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, mais c'est exactement ce que prétend l'opposition. Ils disent : vous faites une démarcation partielle, qui n'existe pas dans le monde, pourquoi la démarcation de toute la frontière ne se fait-elle pas d'un seul coup, pour que nous comprenions que tout s'inscrit dans cette logique, et nous le faisons partiellement, accusent-ils. que tu fasses le contraire.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Vous savez, tout d'abord, nous devons ajuster concrètement les idées sur le paquet, car si nous l'acceptons, aucun pays au monde n'a décidé de former une frontière avec une telle action, toujours le processus de formation d'une frontière, le processus de reproduction ou de démarcation lui-même est un processus à long terme, c'est-à-dire que ce n'est pas un bouton sur lequel on appuie et que la frontière est reproduite, éclairée. Nous élaborons

aujourd'hui le paquet nécessaire pour reproduire la frontière, et ce paquet est basé sur la Déclaration d'Alma-Ata.

Si vous avez remarqué, le communiqué du 19 avril précisait que les commissions de délimitation, dont les noms sont longs et différents, je ne les nommerai pas, se sont mises d'accord sur plusieurs choses importantes. Le plus important d'entre eux est que la Déclaration d'Alma-Ata est acceptée par les deux parties comme principe de base du processus de délimitation et que, selon ce principe, la délimitation doit commencer quelque part et partir de cet endroit, et doit se poursuivre et s'achever dans son sens. cours normal. Dans le document, ce processus est appelé le processus initial de démarcation, et ce processus initial est également important en raison des circonstances connues, afin que nous puissions façonner l'expérience accumulée pendant cette période, l'expérience déjà accumulée sur le terrain, comme, comme il est d'usage de parler dans le discours international des meilleures pratiques et de formuler ces meilleures pratiques, de soumettre cette formulation de meilleures pratiques au Parlement pour approbation sous une forme ou une autre, puis de poursuivre l'ensemble du processus concernant ce mandat.

Regardons l'exemple de l'Arménie et de la Géorgie concernant la même démarcation. Cette délimitation de la frontière dure depuis plus de 20 ans, mais nous pensons avoir discuté à plusieurs reprises avec la Géorgie et nos partenaires géorgiens et nous sommes d'accord sur le fait que le processus doit être accéléré. C'est encore plus vrai dans le cas de l'Azerbaïdjan, dans les conditions que nous connaissons tous, le processus de démarcation doit être mené le plus rapidement possible. Parce qu'il n'est pas délimité, il est compréhensible qu'une occasion de conflit puisse survenir, et c'est pourquoi nous commençons par les endroits présentant le plus grand potentiel de conflit, afin de maintenir la situation aussi gérable que possible.

Petr Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, vous avez dit qu'il fallait commencer quelque part, mais l'opposition dit que ce n'est pas n'importe où, c'est par là qu'il faut céder. Par exemple, l'ancien ministre des Affaires étrangères a déclaré que cela se faisait sous pression contre l'Arménie et que cela ne pouvait donc pas être un processus légitime.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Écoutez, je veux que nous imaginions correctement le processus, car en 2022 Le 6 octobre, nous avons convenu avec l'Azerbaïdjan de reconnaître l'intégrité territoriale et la souveraineté de chacun sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, et que la Déclaration d'Alma-Ata devrait servir de base au processus de délimitation. Maintenant, il est très important que nous montrions également notre engagement envers ce processus dans la pratique, bien sûr, il est important que l'Azerbaïdjan le montre également. Maintenant, vous savez que même avant ce processus, il y avait le fait et l'argument des 4 villages comme carte à jouer et comme argument pour l'Azerbaïdjan, et j'ai eu l'occasion de dire que beaucoup de gens disent que nous remettons quatre villages à l'Azerbaïdjan, Je dis que nous les prenons dans 4 villages d'Azerbaïdjan comme argument pour légitimer la politique agressive contre la République d'Arménie au niveau international, avec ou sans guillemets.

Je veux que nous puissions bien comprendre cette nuance, car quel problème avons-nous, avons-nous un problème ? De plus, laissez-moi vous dire que cette histoire ne peut être considérée isolément de 2020. des événements et de l'expérience, car moi-même, en tant que personne et

fonctionnaire responsable de tout cela, je tiens également à le souligner. C'est compréhensible pour moi, je n'ai pas oublié les critiques qu'en 2020 Ils ont sonné après la guerre de 44 jours.

Petros Ghazaryan - Que veux-tu dire ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je veux dire ceci : ils ont dit qu'il y avait beaucoup de critiques selon lesquelles le gouvernement était obligé de prendre des mesures pour empêcher la guerre. Y avait-il un moyen d'empêcher la guerre ? J'ai dit oui, il y avait un moyen d'empêcher la guerre, pour cela nous devons accepter, du côté arménien, de restituer les 7 régions de l'Azerbaïdjan, accepter la dissolution du statut actuel du Haut-Karabakh, accepter que le Haut-Karabakh soit un unité avec une population arméno-azerbaïdjanaise, conviennent que le Haut-Karabakh est sous administration arméno-azerbaïdjanaise, c'est-à-dire que non seulement les Arméniens, mais aussi les Azerbaïdjanais sont au pouvoir, et ils gouvernent conjointement, à partir du niveau parlementaire, s'il y avait un accord sur l'existence du Parlement, etc., etc.

Et puis les gens ont dit, vous savez quoi, nous n'avions pas beaucoup d'informations, vous aviez ces informations, vous prendriez des décisions éclairées parce que c'était votre travail, c'était votre responsabilité, tout ça. Bien sûr, j'ai présenté des arguments, des contre-arguments, tout ce que j'ai, y compris au sein de la commission d'enquête sur les circonstances de la guerre de 44 jours, mais tous ces messages, y compris le message de l'opposition, y compris les messages du public, tous ces messages que j'ai pris note, et sur la base des informations complètes dont je dispose actuellement, qui, je voudrais le dire, ne contiennent pas beaucoup de secrets, car dans le monde moderne, l'information est ouverte, autrement que dans quel ordre et dans quel de quelle image il s'agit. L'information est rangée sur le bureau du fonctionnaire qui travaille quotidiennement avec tout cela.

Et nous prenons ces décisions. Mais je voudrais aussi dire ce qui suit, pour exprimer ma conviction qu'une pierre angulaire très importante du développement de la souveraineté et de l'indépendance de la République d'Arménie est en train d'être posée, et je pense qu'il s'agit d'un processus très important, d'un événement très important. Je ne veux pas dire des choses bruyantes, mais c'est la pierre angulaire de l'indépendance, de la souveraineté, de la sécurité et du développement futur de l'Arménie, ainsi que de l'existence à long terme de notre État.

Vous souvenez-vous, j'ai dit à plusieurs reprises en 2020, 2021, 2022 que les années à venir sont d'une importance cruciale pour notre État, et si nous pouvons préserver notre État, notre souveraineté, notre indépendance dans les années à venir, nous pourrions garantir qu'en dans les décennies à venir, la République d'Arménie, un État indépendant, existera. Cela se produit en ce moment sous vos yeux. Et je le pense vraiment quand je dis : j'espère que vous aborderez également les questions d'importance locale, mais il est très important de comprendre le processus qui se déroule d'un point de vue mondial. Je le répète, tout ce processus en cours est également une réaction aux critiques qui ont été formulées à notre encontre dans le passé.

Petros Ghazaryan - Mais voyez, Monsieur le Premier ministre, dans le discours politique de la partie azerbaïdjanaise, dans le domaine analytique, la déclaration d'Alma-Ata n'est généralement pas mise en avant comme base du processus de démarcation de la frontière. N'est-ce pas un écart par rapport aux accords initiaux et ne permet-il pas de présager qu'après avoir résolu la question

des quatre villages, l'Azerbaïdjan pourra simplement refuser l'obligation de poursuivre le processus sur le même principe ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Ne pas résoudre la question des 4 villages donnera à l'Azerbaïdjan plus de possibilités de le faire que de résoudre la question des 4 villages. De plus, je tiens à vous rappeler qu'en disant 4 villages, nous parlons de villages qui n'ont jamais été en Arménie dans le marz de Tavush de la république.

Nous n'avions pas de telles colonies et, selon la logique de la déclaration d'Alma-Ata, elles faisaient partie de l'Azerbaïdjan soviétique. Et voici la réponse à votre question : ne pas résoudre ce problème donnera à l'Azerbaïdjan une plus grande chance d'éviter cette résolution et ces accords que de ne pas mettre en œuvre le processus de démarcation dans ces 4 villages.

Je tiens à souligner clairement certaines choses : premièrement, le 6 octobre 2022, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur une plate-forme quadrilatérale et il a été annoncé au niveau international que nous reconnaissons l'intégrité territoriale et la souveraineté de chacun sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata. De plus, il est très important de comprendre ce qu'est la Déclaration d'Alma-Ata. Cela signifie que l'Azerbaïdjan reconnaît cette République d'Arménie. C'est la frontière légalement justifiée et légitime de l'Union soviétique, l'Artsvashen est ici, au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, la République d'Arménie, montrons aussi l'Artsvashen, la République d'Arménie. En d'autres termes, lorsque nous parlons de déclaration d'Almaty, nous pensons exactement à cela.

Deuxièmement, la déclaration trilatérale de Sotchi du 31 octobre 2022 a accepté la déclaration d'Alma-Ata comme base pour la reconnaissance de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chacun. Ensuite, la déclaration d'Alma-Ata a été adoptée, je veux dire par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, comme base pour la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale de chacun lors de la réunion tripartite de Bruxelles du 14 mai 2023 et de la réunion tripartite de Bruxelles du 15 juillet 2023. En outre, il a été constaté lors des réunions de Prague et de Bruxelles que la déclaration d'Alma-Ata constitue la base politique du processus de démarcation de la frontière.

Ensuite, tout récemment, le service de presse du Président de l'Azerbaïdjan a diffusé un message selon lequel, lors d'une conversation téléphonique avec le secrétaire d'État Blinken, le Président de l'Azerbaïdjan avait exprimé la loyauté de l'Azerbaïdjan envers les accords de Prague d'octobre 2022 et la Déclaration d'Alma-Ata. Et surtout, le 19 avril 2024, les commissions de démarcation ont adopté un document commun, dans lequel elles ont noté que la déclaration d'Alma-Ata est un principe fondamental pour le processus de démarcation entre les deux pays, et qu'elle sera enregistrée comme principe fondamental dans les règlements du travail commun des commissions de démarcation.

En d'autres termes, la presse est la presse et, bien sûr, nous devons être très prudents, mais nous partons des documents que nous avons acceptés avec l'Azerbaïdjan. En outre, je tiens à vous dire ce qui suit : en fait, des dizaines de pays et d'organisations internationales ont salué l'accord conclu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la démarcation des frontières sur la base de la déclaration d'Alma-Ata. Les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, les Nations Unies et de nombreux autres pays l'ont accueilli favorablement et, dans un sens, cela a également reçu un contexte

politique, c'est devenu un contexte diplomatique international, et nous continuerons sur cette voie.

Petros Ghazaryan - Quelle est la probabilité qu'après la démarcation du secteur des 4 villages, l'Azerbaïdjan ne présente pas de nouvelles revendications unilatérales sur d'autres secteurs ? En cas de nouvelles pressions, l'Arménie ne fera-t-elle pas des concessions en ce qui concerne le « corridor de Zanguezur » et le retour des Azerbaïdjanais ? N'avez-vous pas dit que si nous n'avions pas engagé ce processus, un pire scénario aurait pu se produire ? D'autres pressions sont-elles possibles maintenant ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, je suis surpris de voir avec quelle cohérence nous continuons à utiliser les discours avancés par l'Azerbaïdjan dans les conditions où nous avons le projet "Carrefour de la paix". Et nous devrions utiliser de tels mots.

Petros Ghazaryan – C'est le choix de vos adversaires.

Premier ministre Nikol Pashinyan - C'est une observation directe. Mais dans le contexte de votre question, je voudrais attirer votre attention sur la subtilité suivante, qui n'est pas vraiment une subtilité, mais une circonstance très importante, quelles sont les garanties que vous avez dites : l'Azerbaïdjan fait de nouvelles demandes unilatérales, etc., etc. . La garantie est la légitimité de nos positions. Comprenez-vous, c'est une circonstance très importante, la légitimité de nos positions sur la base des accords que nous avons conclus, car nos positions sont ici légitimes.

Et notre politique et notre stratégie consistent à placer toutes nos politiques, discours, paroles et actions sur nos bases et lignes légitimes. C'est une circonstance très importante et essentielle. Et je n'ai pas eu l'occasion de le dire publiquement, même si je l'ai dit dans des formats de travail, je n'exclus pas que certains épisodes aient été publiés, mais il faut aussi savoir qu'y compris les événements de 2021, les événements de 2022 ont été présentés à la communauté internationale dans de nombreux cas dans le cadre de 4 villages. En d'autres termes, on a tenté, dans certains cas avec succès, de montrer que c'était l'Arménie qui agissait au-delà de ses lignes légitimes. Et en analysant notre stratégie, maintenant aussi la situation sécuritaire et géopolitique, et en analysant nos stratégies, nos objectifs et notre agenda, nous sommes arrivés à la conclusion que globalement, la sécurité de l'Arménie dans un environnement en effondrement, dans un environnement en effondrement de la sécurité mondiale, quel est le facteur cela devrait permettre de s'appuyer sur lui-même et de créer un nouveau système de sécurité, en fait. Nous sommes arrivés à la conclusion que ce facteur est la légitimité.

Petros Ghazaryan - Très bien, mais existe-t-il un accord sur les zones à délimiter après la région de Tavush, car après les 4 villages, est-il garanti par la légitimité que l'Azerbaïdjan nous restituera les zones en direction de Vardenis et Djermouk ? , Ishkhanasar, Nerkin Hand, qui sont légitimement les nôtres ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, à propos de l'ordre. Si je ne me trompe pas, le processus est mis en évidence dans la déclaration des commissions de délimitation, mais même s'il n'y est pas mis en évidence, il s'agit d'un accord clairement formulé selon lequel les étapes se dérouleront dans l'ordre suivant. premièrement, la question du transfert de la protection des frontières dans ces zones délimitées aux troupes des gardes-frontières sera résolue. Des deux côtés.

Deuxièmement, les commissions seront acceptées jusqu'au 1er juillet, si je confonds un peu les dates, pardonnez-moi, elles clarifieront, elles se mettront d'accord sur le règlement du travail commun des commissions. De plus, il s'agit d'une période préliminaire de démarcation, il est très important que le règlement soit un manuel de travaux pratiques, où s'exprimera également l'expérience acquise au cours de cette période, ce qui est un détail très important. Après quoi, ce règlement passera par les procédures d'approbation nationales.

Après cela, les commissions devraient se réunir et convenir de l'ordre du processus de démarcation, dans quel ordre elles procéderont à la démarcation, c'est-à-dire dans quels secteurs. Et à l'avenir, ils iront à la démarcation. A propos de cette section, je voudrais compléter ce que j'ai dit précédemment et attirer votre attention sur la déclaration suivante utilisée contre nous sur les plateformes internationales, selon laquelle dans le cas de ces 4 villages ou dans les 4 sections délimitées, nous avons affaire à des colonies. C'est un détail très important. Zones où il y a des colonies échappant au contrôle du pays titulaire et zones où il n'y a pas de colonies échappant au contrôle du pays titulaire. En d'autres termes, le titulaire du titre est considéré comme se trouvant dans la zone frontalière reconnue comme légitime, mais non sous son propre contrôle.

Mais je tiens aussi à dire que tout au long des négociations, en public et en privé, nous avons soulevé la question des zones d'importance vitale de nos 31 villages, et en plus, bien sûr, la question de l'Artsvashen, qui sera naturellement en train d'être démarcation. Et voici la subtilité la plus importante : lorsque nous fixons la déclaration d'Alma-Ata comme principe de base du processus de démarcation, nous fixons avant tout notre droit légitime et notre accord légitime de procéder à la démarcation dans cette zone.

Je tiens à attirer votre attention sur la conversation, il est évident qu'il ne s'agit pas seulement d'une conversation. Ici, chaque mot a son sens, disons-nous et cela a été enregistré et, en fait, selon la logique de la déclaration d'Alma-Ata, cela signifie que nous ne créons pas une nouvelle frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais que nous reproduisons la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. jure signification juridique au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, basée sur la Déclaration d'Alma-Ata. Pourquoi, sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, parce que la Déclaration d'Alma-Ata a deux significations dans le contexte de notre conversation, que les 12 républiques de l'Union soviétique, dont l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie, se sont mises d'accord sur deux choses, dans le Dans le contexte de notre conversation, la première est que l'Union soviétique cesse d'exister et que les républiques soviétiques deviennent des États souverains, reconnaissant les frontières existant dans le cadre de l'Union soviétique comme frontières d'État et enregistrant leur inviolabilité.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, mais dans la même déclaration il est indiqué qu'il est possible que le principe d'Alma-Ata soit reconnu ou annulé en cas d'adoption d'un autre principe dans l'accord de paix.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Une telle chose n'est pas écrite. Il est écrit que si à l'avenir un principe différent était inscrit dans le traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les règlements de travail des commissions y seraient adaptés. Et cela a la logique suivante : vous savez qu'il s'agit d'une commission de démarcation et que les commissions de démarcation n'ont pas de mandat sur le traité de paix, et que le traité de paix a une signification juridique plus élevée. Et là, un autre

document est négocié, qui a une signification juridique plus élevée. S'il y a des contradictions entre tel document et tel autre, ce n'est pas ce document qui doit être comparé à ce document, mais ce document doit être mis en correspondance avec ce document.

Et la partie aux négociations dans l'accord de paix est également la République d'Arménie, et la partie aux négociations a déjà convenu au plus haut niveau lors des réunions et dans le document que j'ai cité, que sur la base de la Déclaration d'Alma-Ata, les parties reconnaissent l'intégrité territoriale de l'autre et la souveraineté. Et la déclaration d'Alma-Ata devrait être une base politique pour le processus de démarcation, et cela a également été consigné dans le document adopté par les commissions de démarcation, et nous espérons que c'est important et sans cela, il est difficile d'imaginer que la même chose se produira exprimé dans l'accord de paix.

Petros Ghazaryan - Par exemple, l'opposition affirme que d'après la carte préparée par le gouvernement, on peut supposer qu'en plus du retrait de la position arménienne du territoire délimité dans la région de Kirants, le retrait d'une position azerbaïdjanaise sur notre territoire souverain devrait également avoir lieu. Existe-t-il un tel accord ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, disons-le officiellement : nous disons qu'aucun millimètre de notre territoire souverain ne peut être cédé, mais ce que nous disons, c'est que la frontière doit être reproduite. Reproduire, c'est aller situer cette limite sur le terrain à partir de principes déjà établis.

Maintenant, par exemple, il y a eu deux rapports selon lesquels nous avons déjà placé des postes frontières, sur cette carte nous savons où se trouve ce poste frontière, et sur la carte nous avons une idée d'à peu près où se trouve ce poste frontière. C'est pareil quand on va faire des mesures sur place à l'aide de cet appareil appelé GPS, qui localise les coordonnées au sol, il y a toujours des écarts. Et regardez, nous avons aussi une ligne très fine sur la carte, n'est-ce pas ? Et nous voyons une ligne sur la carte, mais selon l'échelle de la carte, cette ligne a une largeur au sol. Selon l'échelle de la carte, cette ligne peut avoir une largeur de 40 mètres, cette ligne peut avoir une largeur de 15 mètres, et ainsi de suite.

C'est ce que je veux dire en termes de méthodologie de navigation sur le terrain. En ce qui concerne les zones délimitées, je tiens à répéter que le ministère de la Défense n'assurera pas de service de protection des frontières dans les zones délimitées. La question de la protection des frontières sera pleinement mise en œuvre par les troupes des gardes-frontières du Service de sécurité nationale, car le mandat des troupes des gardes-frontières est de protéger la frontière de la République d'Arménie.

En d'autres termes, nous n'aurons pas de positions du ministère de la Défense à la frontière dans cette zone. Qu'est-ce que je veux dire, une position peut être retirée de notre territoire souverain et cette position est supprimée, car le ministère de la Défense n'assurera plus le service sur cette ligne, les troupes des gardes-frontières de la République d'Arménie assureront le service.

Petros Ghazaryan - Est-ce que tout cela a un contexte géopolitique ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Oui, il y a un contexte géopolitique et j'ai déjà évoqué ce contexte géopolitique.

Petros Ghazaryan - Parce que voyez-vous, les institutions européennes, les États-Unis, les pays arabes, nos pays voisins, à l'exception de la Russie, nous ont accueillis .

Premier ministre Nikol Pashinyan - J'ai essayé de formuler l'idée que je voulais formuler dans la question. Parlant de notre sécurité depuis la tribune de l'Assemblée nationale, j'ai dit que nous devrions compter sur nous-mêmes pour notre sécurité et pour toutes les autres questions. Et pour assurer notre sécurité, nous devons également placer nos espoirs en nous-mêmes.

Il s'agit d'un sous-texte géopolitique et d'un contexte car devant nous tous, en plein jour et à plusieurs reprises, les structures et les pays ayant des obligations de sécurité envers nous n'ont pas rempli leurs obligations de sécurité. Je ne veux pas discuter des raisons et des excuses maintenant, il peut y avoir toutes sortes d'excuses, je ne veux même pas dire cela comme une accusation, je l'écris comme un fait et nous traitons de ce fait.

Et que devrait signifier ce fait pour moi, pour vous, pour nous tous, pour la République d'Arménie ? Une conclusion doit être tirée : nous devons compter sur nous-mêmes pour assurer notre sécurité. Nous devons également réfléchir à la formule de sécurité , quelle formule devons-nous utiliser pour assurer notre sécurité ? Je l'ai déjà dit et je tiens à le répéter, **nous devons assurer notre sécurité sur la base de la légitimité, sur la base d'attentes et d'exigences légitimes** .

Mais il y a la deuxième chose la plus importante, qui est la perception du changement politique dans notre monde , le changement de perception et beaucoup nous critiquent. C'est-à-dire Pour critiquer, ils disent que nous changeons de point de vue ou que nous changeons d'approche . Oui , nous changeons de point de vue et d'approche parce que, d'une part, le monde change et, d'autre part, nos idées changent en fonction des faits concrétisés .

Nous ne pouvons pas percevoir le monde après tout ou la majeure partie de la République d'Arménie , ou du moins de jure, il a été enregistré comment l'OTSC devrait agir, auquel cas , et quand cela ne se produit pas, ne change pas, cela signifie amener le pays à un endroit sûr. Oui , nous changeons, car dans de nombreux cas, nos appréciations changent également, la réalité objective change.

Pour revenir au contexte de votre question, j'ai parlé d'une partie du contexte politique mondial, mais il y a une deuxième partie, plus importante, quel est ce contexte politique mondial et ses implications ? Et le sous-texte et la conséquence politique mondiale sont les suivants : il est dans l'intérêt de notre pays d'assurer la sécurité de notre pays, que nous adoptions enfin une formule pour vivre dans notre région sans aide étrangère et sans patronage étranger, pour constater que formule. Et ce qui se passe aujourd'hui, je l'ai annoncé depuis l'Assemblée nationale, car alors il y a des conférences de presse, personne ne le demande, mais vous avez dit de la part du président de l'Assemblée nationale que nous devrions apprendre une formule pour vivre dans notre région sans aide étrangère. Qu'est-ce que cela signifie, parce qu'il n'est pas d'usage de demander cela lors des conférences de presse, il est plus d'usage de demander : est-il vrai qu'il y a un réacteur nucléaire sous votre montre, disons , 55 millions de dollars, etc. ?

Pourquoi parlons-nous autant de l'avant-poste, de la logique de l'avant-poste, etc., ce n'est pas seulement une perception externe de notre pays, c'est aussi une perception interne. Personne n'a dit, quand vous dites forposting, forposting, qui nous forposte, est-ce que cette forposting se fait de l'extérieur ou de l'intérieur ? Il est très important de noter que ce détachement ne se produit pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, car nous-mêmes très souvent, lorsque nous analysons le chemin parcouru, constatons que nous nous sommes nous-mêmes positionnés comme un avant-poste car aucun on a donné une réponse à une question très importante, et ce n'est une critique envers personne d'autre, c'est une critique envers moi.

En général, j'ai dit et je pense que les perceptions que j'avais et que j'ai, je considère qu'elles sont très fortement liées organiquement à notre société, à notre pays, à ses perceptions, à sa pensée, etc. , c'est une critique à mon égard. Au cours des 30 dernières années, en tant que journaliste, en tant que député, en tant que chef d'un parti, puis en tant que Premier ministre, nous ne nous sommes finalement pas posé la question, chers amis, si nous avons ce problème avec ce voisin et notre perception est que cela devrait devenir de plus en plus profond et etc., nous avons ceci avec l'autre, nous avons cela avec l'autre, comment allons-nous vivre dans cette région ? Dans ces conditions, dans cette formule, il est possible de vivre dans la région uniquement avec un parrainage étranger, uniquement avec un parrainage étranger, il n'y a tout simplement pas d'autre option .

Petros Ghazaryan - Cette question se pose également dans le cadre de cette démarcation. l'église, l'opposition dit : "notre territoire est là où se trouve notre soldat", est-ce que notre soldat s'est tenu aujourd'hui dans ces 4 villages, c'est donc notre territoire ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - En d'autres termes , à Artsvashen, là où nos soldats ne se trouvent pas , ce n'est pas notre territoire ?

Petros Ghazaryan - Je termine, Monsieur le Premier ministre, maintenant comment s'ouvre ce contexte, cette concession ou cette démarcation ? ne mènera pas à la paix, à la fixation des frontières et à l'état de droit international, mais au fait que les pays de notre région auront encore plus faim et qu'ils feront ce qu'ils font quel que soit notre comportement. Si nous donnons , ils en voudront plus, ce sont des États ennemis et veulent nous éliminer, cette logique de l'avant-poste est légitime, car s'ils veulent quand même vous éliminer, vous avez donné maintenant , ils voudront plus, vous avez donné , ils le feront. je veux plus , et dans ce cas, sortir de la logique d'un avant-poste est quelque chose comme une trahison , car il vaut mieux être un petit avant-poste, mais être, que ne pas être un avant-poste et ne pas être. s'il te plaît

Premier ministre Nikol Pashinyan - Personne n'a posé la question, et cela signifie que, parce que nous parlons tant de l'avant-poste, de la logique de l'avant-poste, etc., ce n'est pas seulement une perception externe de notre pays, c'est aussi une perception interne. Personne n'a dit que vous parliez de pré-publication, alors qui nous pré-poste ? Cette externalisation se produit-elle de l'extérieur ou de l'intérieur ?

Il est très important de noter que ce détachement ne se produit pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, car nous-mêmes très souvent, lorsque nous analysons le chemin parcouru, constatons que nous nous sommes nous-mêmes positionnés comme un avant-poste car aucun on

02/05/2024

nous a donné une réponse très importante à la question. Écoutez, chers gens, et ce n'est une critique de personne d'autre, c'est une critique de moi, parce qu'en général j'ai dit et je pense que les politiques, les perceptions que j'avais et que j'ai, je les considère comme très organiques. liés à notre société, notre pays, ses perceptions, sa pensée, etc. C'est une critique à mon égard. Au cours des 30 dernières années, en tant que journaliste, en tant que député, en étant à la tête d'un parti, puis en étant Premier ministre, nous ne nous sommes finalement pas posé la question : chers gens, si nous avons ce problème avec cela un voisin et notre perception est que ce problème devrait s'approfondir, nous avons ceci avec l'autre, nous avons cela avec l'autre, comment allons-nous vivre dans cette région ? Dans ces conditions, il est possible de vivre dans la région dans cette formule uniquement avec un parrainage extérieur. Il n'y a tout simplement pas d'autre option.

Petros Ghazaryan - Dans le contexte de cette démarcation, la même question se pose : l'Église, l'opposition disent que notre territoire est l'endroit où se trouve notre soldat. Notre soldat est-il stationné dans ces 4 villages aujourd'hui, c'est donc notre territoire ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - En d'autres termes, si notre soldat n'est pas à Artsvashen, ce n'est pas notre territoire ?

Petros Ghazaryan - Je vais terminer, Monsieur le Premier ministre. Regardez comme ce contexte s'ouvre maintenant que cette concession ne mènera pas à la paix, à la fixation des frontières et à la suprématie du droit international, mais elle conduira au fait que l'appétit des pays de notre région s'ouvrira davantage, et de toute façon, ils feront ce qu'ils font, quel que soit notre comportement. Nous donnons, ils en voudront plus. Ce sont des États ennemis et ils veulent nous éliminer. Et cette logique de l'avant-poste est légitime, car s'ils veulent vous éliminer une fois, comme vous l'avez donné maintenant, ils en voudront davantage. Dans ce cas, dépasser la logique de l'avant-poste s'apparente à une trahison, car il vaut mieux être un peu avant-poste, mais être, que ne pas être un avant-poste et ne pas être.

Premier ministre Nikol Pashinyan - J'ai répondu longuement à vos brèves questions. Il me faudra probablement plus de temps pour répondre à de longues questions.

Petros Ghazaryan - C'est le débat politique qui s'est déroulé aujourd'hui.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, je tiens à dire que nous devons également l'admettre : nous sommes injustes envers notre armée et nos soldats, car nous imposons un fardeau toujours plus lourd à nos soldats, un par un. Nous mettons le fardeau de la diplomatie sur le soldat, nous mettons le fardeau de l'économie sur le soldat, nous mettons le fardeau de la sécurité sur le soldat, nous mettons le fardeau du soldat sur le soldat et disons : Eh bien, cher soldat, écoutez. que fais tu. En fait, le soldat et l'armée sont le dernier facteur de sécurité. Il y a aussi un problème dans notre formule de réflexion : lorsque nous parlons de sécurité, nous comprenons le soldat. Je le répète : ce n'est pas une critique envers quelqu'un d'autre, c'est une critique envers nous, enfin, comprenons-le, envers moi.

Les relations régionales sont également une composante sécuritaire. En d'autres termes, permettez-moi de revenir à ma question précédente : nous voulons constamment augmenter les risques de sécurité et emmener ce soldat, voyons où nous avons des connaissances, le libérer du service,

02/05/2024

comment peut-il ne pas aller dans l'armée, et ce soldat nous trouvé, dont certains Nous avons arrêté à la frontière de la même manière, autant de chargements qu'il y en a, mettons les chargements de ceux qui ne sont pas allés à l'armée sur ce soldat. Il est également de notre devoir envers le soldat de structurer nos relations de manière à ne pas lui imposer de fardeaux disproportionnés. C'est la logique de l'avant-poste, quand nous imposons des charges disproportionnées au soldat, nous savons que nous imposons des charges disproportionnées, lorsque nous discutons, nous disons écoutez, nous avons imposé des charges disproportionnées à ce soldat, que va-t-il se passer, disent-ils, pas de problème, écoute, nous avons des contrats, nous avons des choses.

Et c'est une circonstance importante, car en général, que doit faire un militaire se trouvant à la frontière ? L'un des plus gros problèmes de notre armée est que nos soldats passent la majeure partie de leur service dans les tranchées, ce qui signifie qu'ils n'ont même pas la possibilité de s'entraîner correctement en tant que soldats. C'est illogique. Un militaire doit être dans un endroit permanent, doit être mobile et lorsqu'il y a un problème de sécurité, aller résoudre ce problème, retourner à l'unité militaire. Autrement dit, nous avons été très critiques envers notre armée depuis le début, c'est vrai que je l'ai aussi critiquée, etc., mais je me sens aussi coupable. Ai-je pu clarifier ce point ? Autrement dit, il ne faut pas aller ici pour provoquer une guerre, il faut provoquer une guerre là-bas...

Petros Ghazaryan - Là où se trouve notre soldat, c'est notre terre.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Alors pourquoi disons-nous que 31 villages ne sont pas là, ce n'est pas notre terre ? L'argent n'est-il pas notre terre, c'est-à-dire qu'ils ont refusé ? Ils rédigent des demandes pour tenir le gouvernement pénalement responsable de la cession du territoire souverain de l'Arménie, dans le cas où ils cèdent maintenant Artsvashen, le territoire souverain de l'Arménie, et cèdent les territoires des 31 autres villages, qui les détiendront pénalement. responsable?

Petros Ghazaryan - On dit qu'il existe un cessez-le-feu de 1993 et que celui qui se tient là est à lui.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Qu'en est-il du cessez-le-feu de 1993 ? Écoute, c'est ce que je dis, cette réflexion sur la nôtre, écoutons-nous de côté, regarde...

Petros Ghazaryan - Parce qu'en 1993 les pays de la CEI l'ont rejoint et l'ont reconnu.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Qu'ont-ils rejoint et reconnu ?

Petros Ghazaryan - L'Azerbaïdjan a ratifié ce document.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Qu'est-ce que l'Azerbaïdjan a ratifié, qu'a-t-il reconnu ?

Petros Ghazaryan - L'accord signé en 1993.

Premier ministre Nikol Pashinyan : OK, je ne comprends pas de quoi vous parlez. La Déclaration d'Alma-Ata a été signée en 1991, dans laquelle il était dit que les frontières existantes, les frontières administratives de l'Union soviétique, devenaient la frontière d'État. Qui a dit...

Petros Ghazaryan - Ils ont signé un cessez-le-feu en 1993. L'opposition dit : là où nous en sommes, ce sont nos frontières.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, le cessez-le-feu n'a pas eu lieu en 1993, il a eu lieu en 1994.

Petros Ghazaryan - Il a été développé. Ils disent que ce document de cessez-le-feu devrait...

Premier ministre Nikol Pashinyan - Quel cessez-le-feu ?

Petros Ghazaryan - Accord de cessez-le-feu.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Quel est l'objet de l'accord de cessez-le-feu ? L'accord de cessez-le-feu concerne-t-il la reconnaissance des frontières ?

Petros Ghazaryan - Écoutez, l'Azerbaïdjan a rejoint Alma-Ata en 1993, donc l'opposition dit...

Premier ministre Nikol Pashinyan - L'Azerbaïdjan, si je me souviens bien, a adhéré à la déclaration d'Alma-Ata à deux reprises en raison de ses événements politiques internes, mais qu'est-ce que cela a à voir avec cela ? Maintenant, si nous disons que nous adhérons à une convention adoptée dans les années 60, en 2000 je ne sais quel numéro, comment pouvons-nous y adhérer ? Il y avait une Union Soviétique en 1965. Eh bien, si vous acceptez en 2002 la convention de l'ONU adoptée en 1965, qui a également été adoptée par l'Union soviétique, vous étiez alors l'Union soviétique. Vous n'êtes donc pas un État indépendant, car lorsque vous avez adhéré à la Convention de 65, vous n'étiez pas un État à l'époque, donc vous n'êtes pas non plus un État aujourd'hui.

Sommes-nous guidés par cette logique ? Si quelqu'un vient nous dire une telle chose de côté, que dirons-nous ? Disons, s'il vous plaît, buvez un verre d'eau froide, revenez, répétez votre pensée et écoutez ce que vous avez dit. Et dans notre réalité, de telles pensées sont entendues très souvent et cela devient parfois courant pour nous. C'est notre plus gros problème.

Sujet "Ils veulent nous éliminer". S'ils veulent nous éliminer, alors nous devons être capables de contrôler ce désir de nous éliminer, si nous nous associons à ce désir ou non, si nous pouvons changer ce désir ou non si nous répétons au soldat ce qu'il veut. Pour nous éliminer, tu vas voir ce que tu fais, et nous devrions aller nous reposer ou étudier à Baden-Baden, laisser nos enfants aller vivre là-bas, tu vois ce que tu fais ici avec l'envie d'éliminer. Faut-il ou non pouvoir contrôler cette volonté d'éliminer ? Maintenant, vous vous demanderez : comment pouvons-nous contrôler l'envie de nous éliminer ? Avec un facteur très important : la légitimité. Nous avons lutté pendant plus de 20 ans en Arménie sur l'importance de la légitimité. Maintenant, Dieu merci, nous avons résolu ce problème. Mais nous devons également considérer la légitimité comme la base de nos relations extérieures. Quelle est la légitimité ? La légitimité, c'est ça, c'est ça.

Petros Ghazaryan - Très bien, mais écoutez, une question très simple...

Premier ministre Nikol Pashinyan - Il y avait encore une question...

Petros Ghazaryan - C'est une nuance de la même question. Cette légitimité n'a aucune garantie.

Premier ministre Nikol Pashinyan - La légitimité elle-même est une garantie.

Petros Ghazaryan - Forpost a un garant.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Très bien, si l'avant-poste a un garant, pourquoi dites-vous que nos territoires sont occupés, etc. ?

Petros Ghazaryan - C'est un mauvais garant, mais c'est un garant.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je suis désolé, je vous garantis que la légitimité est une bien meilleure garantie qu'une mauvaise garantie. Je vous garantis que la formule de légitimité pour traiter avec les voisins est un garant bien meilleur et bien plus fort qu'un mauvais garant que même un légèrement meilleur que mauvais garant que même un légèrement mauvais garant que même un bon garant. La légitimité est un meilleur garant qu'un bon garant.

Petros Ghazaryan - Aux dépens de quoi ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Au détriment de votre subjectivité, parce que votre bonne légitimité, si vous voulez changer votre légitimité avec la bonne garantie de quelqu'un d'autre, vous renoncez à votre souveraineté, vous renoncez à votre État, vous renoncez à votre indépendance . Cette histoire parle de...

Petros Ghazaryan - Mais dans ce cas, il y a une force derrière vous, en l'occurrence le droit international, qui devient de jour en jour plus vulnérable.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Vous savez, peu importe sous quel angle vous regardez les choses. Il y a un côté qui devient plus vulnérable, il y a un côté qui devient moins vulnérable. Et ici aussi se pose une question de choix : que choisissons-nous : choisissons-nous un droit international vulnérable ou un droit international invulnérable ? Ceux qui nous critiquent disent que vous disiez autre chose. Oui, nous disions quelque chose de différent, parce que nous étions dans notre logique, dans nos perceptions et dans notre socio-psychologie, en tant que personne, gouvernement et autorité organiquement liés à la République d'Arménie et à son peuple. Mais je le répète, l'objectif premier et l'importance du leadership politique dans ce monde en évolution devraient être d'adapter le pays et la société que vous dirigez à un monde en évolution.

Et là, je le répète, c'est une question de choix, il faut faire un choix. De plus, nous n'avons pas non plus le choix, car nos choix antérieurs ont montré notre vulnérabilité. Lorsque nous disons non, nous choisissons un ordre international vulnérable, et cet ordre international vulnérable en est venu à nous nuire. Quand nous disons que nous devons choisir un ordre international invulnérable, et que cet ordre international invulnérable doit nous rendre invulnérables, pas d'un seul coup, pas en une seule action, pas en un seul jour. Mais c'est une stratégie que nous avons choisie. Et je crois que c'est une stratégie que notre peuple a choisie. Et moi, en tant que représentant du peuple, j'ai choisi cette stratégie.

Et il y avait là une nuance : être un avant-poste ou ne pas l'être. Comprenez-vous que le choix est là, cette formulation dépend déjà de l'amplitude de pensée des auteurs de la formulation. Et c'est précisément dans la logique de l'avant-poste, que : voyez, soit vous devez être un avant-poste, soit ne pas l'être, voyez, soit vous ne devez pas l'être, soit vous devez être un avant-poste. Dans ce cas, quel choix devons-nous faire, n'est-il pas clair quel choix faire ? Tout notre problème, c'est que nous voulons sortir de cette formule où le choix est de ne pas être un avant-poste ou de ne pas être un avant-poste.

Petros Ghazaryan - Allez dans la région, plutôt à Tavush. "Selon ce processus, l'école en construction dans le village de Kirants sera située à une faible distance de la frontière azerbaïdjanaise et sera surveillée, ce qui signifie qu'elle ne peut pas être sûre", déclare l'opposition.

Premier ministre Nikol Pashinyan - C'est actuellement à l'étude. Écoutez, disent-ils, ces villages, ces zones deviennent vulnérables. Bien que la veille les représentants respectés du village aient affirmé le contraire, il n'est plus vulnérable maintenant, dans le sens où il n'est pas sous le feu direct. Après cette réunion, j'ai spécifiquement invité nos militaires et leur ai demandé si le village de Kirants et l'école du village de Kirants étaient vulnérables ou non, s'ils étaient sous le feu direct ou non ? On me dit qu'il est sous le feu direct. Et c'est là la différence : aujourd'hui, l'école est sous le feu direct et il n'y a aucun obstacle entre l'école et la position azerbaïdjanaise la plus proche, et après le processus de démarcation, il y aura un obstacle face à la frontière démarquée. C'est ce que j'essaie de présenter à nos chers villageois et citoyens.

Petros Ghazaryan - Monsieur le Premier ministre, d'un point de vue militaire, mais d'un point de vue purement social et domestique, ils étaient visuellement loin de l'école, maintenant ces étudiants verront des Azerbaïdjanais.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, notons que le travail sur le terrain n'a pas été fait et qu'il existe encore de nombreuses questions auxquelles nous n'aurons pas de réponse tant que nous n'aurons pas effectué le travail sur le terrain. Nous le voyons sur la carte, nous le voyons sur Google Map, mais néanmoins, entre autres, l'expérience de Voskepar et Berkaber a montré que lorsque vous vous rendez dans un endroit avec ces coordonnées, il s'avère que vos idées sur cet endroit sont un sont peu différentes de celles sur le terrain, car aussi précises que soient les cartes et les photos satellites, il est toujours différent de voir réellement le sol.

Il n'y a pas eu de cas pendant cette période où nous avons mis un point sur une photo satellite et un point sur une photo satellite pour aller, puis les avons physiquement posés sur le sol l'un sur l'autre pour qu'ils coïncident. De plus, il existe ici à la fois une opportunité et un risque. Je veux le répéter : ça peut être un peu d'un côté, un peu de l'autre. Avant de formuler ma réponse, j'ai essayé d'apporter cette précision, si la visibilité est un problème, j'ai dit : on peut planter des arbres, on peut construire un mur, si la visibilité est un problème. Mais nous devons comprendre...

Petros Ghazaryan - Il y a un problème de sentiment de sécurité.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Le sentiment de sécurité est la frontière, la frontière délimitée par l'État, le sentiment de sécurité est la paix, le sentiment de sécurité est l'absence d'escalade et la

02/05/2024

stabilité régionale. Pourquoi y a-t-il eu une guerre en septembre 2022, disons que les élèves de l'école communautaire centrale d'Erevan se sont sentis en sécurité, ou les élèves de Gyumri se sont-ils sentis en sécurité, ou les élèves de Vanadzor, Stepanavan se sont-ils sentis en sécurité pendant la guerre de 44 jours ? Ou quand il y a une escalade à la frontière, tous les réseaux sociaux, la presse, etc., qu'il y a des funérailles de soldats morts dans ces villes, est-ce que les enfants de ces écoles se sentent en sécurité, que des photos de soldats continuent d'être accrochées les murs des écoles, les diplômés de cette école, cette école Les élèves se sentent-ils en sécurité ?

Petros Ghazaryan – Les villageois ont des certificats de propriété, que vont-ils leur arriver ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Nous devons aborder cette question très sérieusement. Et nous discutons effectivement de cette question quotidiennement. C'est un fait et un argument que nous devons traiter, nous devons comprendre, nous devons analyser cette information nous-mêmes, et ce n'est pas nouveau, et nous devons traiter de ce sujet. De plus, j'ai dit aux représentants de notre cher peuple, je ne sais pas comment cela va sonner, comment cela sera interprété, comment cela sera utilisé, comment cela sera manipulé contre moi, mais il est important que je le dise. Je veux le redire, une chose très importante, de quoi nous parlons, nous parlons théoriquement, nous parlons sur la carte, sur la ligne, en gros, nous ne savons pas où cela se passera sur le terrain, comment cela se passera sera exprimé. Et l'expérience de Voskepar, Berkaber nous l'a montré. Nous avons pensé à un endroit, par exemple, qui serait peut-être à 50 mètres d'un de nos points, puis l'appareil a montré qu'il était à 100 mètres. Il y a un endroit - nous pensions qu'il serait à 150 mètres, l'appareil a montré qu'il était à 30 mètres. Autrement dit, ce dont nous parlons maintenant est théorique, ce qui comporte bien sûr certaines choses, nous pouvons parler de mètres, 30, 40, mais nous ne pouvons pas parler de kilomètres. Il faut aller voir sur place et j'ai fait part aux gens des problèmes qui pourraient survenir.

Petros Ghazaryan - Pont, route...

Premier ministre Nikol Pashinyan - Non, pas encore dans le secteur privé, car je le répète, je ne sais pas si ces problèmes surgiront ou non. On voit, on sait, évidemment, la frontière marginale passe par la lisière du village, du moins la lisière. S'il y avait un terrain vague, quelques, voire dizaines de mètres ici et là, ce n'est rien ne serait pas émotif. Mais je comprends qu'on ne peut pas nier, mais dire avec certitude que c'est comme ça et c'est tout, on ne peut pas dire ni qu'il en est ainsi ni cela. J'explique pourquoi, car peu importe combien nous mettons une coordonnée sur les images satellite avec une loupe, pendant le processus de démarcation, l'appareil donne une déviation : 5 mètres, 10 mètres, 30 mètres. Nous ne savons pas quelle est la situation sur le terrain, nous devons travailler sur le terrain pour comprendre, mais je l'ai dit publiquement, si soudainement de tels problèmes surgissent, ce n'est pas leur problème, c'est mon problème, c'est mon problème et le problème du gouvernement. Et oui, il y a des titres de propriété, il y a des documents. Nous ne pouvons pas nous empêcher de nous identifier à eux, nous ne pouvons pas nous empêcher de le remarquer, nous ne pouvons pas dire non, cela n'existe pas. Nous devons communiquer, nous devons parler aux gens, nous devons comprendre, nous devons découvrir les bases.

Petros Ghazaryan - L'Église est très activement impliquée dans le processus et déclare directement dans un texte que le gouvernement doit être renversé. Votre commentaire.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Que dois-je commenter ? La Bible dit : « Toute autorité vient de Dieu ».

Petros Ghazaryan - N'y voyez-vous pas un problème ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Pour être honnête, non, quel problème devrais-je voir ? Par exemple, quel problème dois-je voir ?

Petros Ghazaryan - Par exemple, la structure spirituelle est engagée dans la politique.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Vous savez, pendant cette période, j'ai vu tellement de choses, je pense que le clergé a fait un sit-in sous mon bureau et a entamé une grève de la faim. Mais si je devais interpréter cette question uniquement en tant que croyant, adepte de l'Église apostolique arménienne, je pourrais interpréter beaucoup de choses, mais je ne suis pas venu donner une interview en ce moment en tant que disciple de l'Église apostolique arménienne et ma conversation avec Dieu est ma conversation avec Dieu, même si de temps en temps je la rends également publique.

Petros Ghazaryan - Quel processus est attendu à Kirnats dans les prochains jours ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - La transition devrait se dérouler comme suit. Durant cette période, j'ai eu au moins 4 réunions avec les représentants de Kirants. Nous avons, si je ne me trompe, 11 points délimités dans la section Kirants. En d'autres termes, dans une grande partie de ces 11 points de démarcation, les habitants de Kirants ne contestent pas non plus cette frontière. Dans les prochains jours, nous commencerons la démarcation de la partie qui n'est pas contestée, y compris par la population de Kirantsi, et nous chercherons des solutions pour les 3 autres points.

Maintenant, pour être honnête, je ne veux pas divulguer beaucoup d'informations de travail, y compris les titres de propriété, y compris le reste des documents, dont certains sont classés confidentiels et top secret, voire d'importance particulière, nous recherchons et bien sûr nous examinons tout ce que nous devons faire pour préserver et protéger les intérêts de nos citoyens, pour les écouter, pour essayer de mettre en œuvre ce qu'ils disent. Mais je voudrais encore une fois attirer l'attention de nous tous sur une circonstance dont j'ai parlé, pour ainsi dire, en réponse à la première question.

Nous ne délimitons pas la frontière de Kirants, nous délimitons la frontière de la République d'Arménie, Kirants n'a pas de frontière. Kirants a une frontière dans la mesure où c'est un village frontalier. Mais lorsque nous démarquons quelque part, nous devons introduire une formule qui ne matérialise pas soudainement la frontière d'État de la République d'Arménie dans d'autres zones, non pas en mètres, mais en kilomètres. Ai-je pu dire à l'esprit de quoi il s'agit, car il y a ici de nombreuses nuances, de nombreuses complications. Si vous y prêtez attention, vous découvrirez ces complications et nuances dans les déclarations publiques, mais je tiens à attirer notre attention sur ce fait. Oui, bien sûr, l'intérêt de chaque habitant de Kirants est au centre de notre attention et nous ferons tout pour protéger les droits, la dignité et la sécurité de chacun d'eux, mais je tiens à souligner une fois de plus que nous délimitons désormais la frontière de la République d'Arménie.

Et nous, voyez-vous, n'avons-nous pas commencé dès le début, le débat était de savoir si nous le faisons en bloc ou simplement en morceaux ? Avec ces éléments, nous créons la formule du paquet, et cette formule est la réalisation la plus importante que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont réalisée ensemble. C'est autant une réussite pour l'Arménie que pour l'Azerbaïdjan, et vice versa. Et cet acquis doit être préservé, car il constitue une pierre angulaire très importante de l'indépendance et de la souveraineté de ces pays. Écoutez, je dis pierre angulaire, je l'ai dit l'autre jour, quiconque s'y connaît plus ou moins en construction, sait que la pierre angulaire n'est pas tout, mais dès le début, lors de la construction, les pierres angulaires sont posées et la construction commence autour d'eux. Ces pierres angulaires sont posées, elles sont en train d'être posées, et vous devez poser ces pierres angulaires et continuer à construire.

Et je répète que ce qui suit se passera à Kirants : dans les parties qui ne sont pas sujettes à contestation, y compris de la part de nos bien-aimés sœurs et frères de Kirants, nous commencerons les travaux de démarcation dans cette partie, et les 3, 4 points qui sont en débat , ceux-ci Nous continuerons à travailler sur les 4 points jusqu'à ce que nous parvenions à quelque chose et que nous puissions mettre sur la table des arguments convaincants qui seront acceptés comme vérité.

Petros Ghazaryan - Merci.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je suis reconnaissant.